

FORMATION-DÉBAT : 13 & 14 Novembre 2024

INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES, SANTÉ AU TRAVAIL, ENVIRONNEMENT : LE DÉBAT CONFISQUÉ

La technologie est de plus en plus présente dans notre vie, que ce soit au travail ou dans notre environnement familial. L'automatisation pourrait permettre de supprimer les tâches répétitives et destructrices pour la santé et de diminuer le temps de travail. On constate pourtant qu'elle aboutit souvent à une intensification du travail : toute la plus-value est confisquée au profit des actionnaires.

Dans l'industrie ou dans les services, cette automatisation est souvent utilisée pour individualiser les tâches, casser les collectifs de travail, etc. Pire, c'est un prétexte pour ne plus écouter la parole des travailleuses et des travailleurs au nom de l'inafaillibilité de l'algorithme. Face à cela, les travailleurs et travailleuses se sentent souvent très démunies.

Ce n'est pourtant que la déclinaison dans le monde du travail de pratiques de confiscation du

débat qu'on voit aussi à l'œuvre dans la société.

Quand les citoyen·ne·s sont iels associé·e·s au choix de la politique agricole de la France, de sa politique énergétique, de sa politique de santé publique ?

À leur place et sans les consulter, des experts décident : des experts le plus souvent à la botte des grandes entreprises et de leurs lobbies. Des experts qui promeuvent l'opacité contre le débat public et arguent de la complexité des technologies pour empêcher toute discussion.

Pourtant en réaction, de plus en plus souvent, des liens se créent entre les syndicats de travailleurs et travailleuses, les organisations de défense de l'environnement, celles qui œuvrent pour la défense de la santé au travail et de la santé publique, etc. Des actions communes voient le jour.

C'est le sujet central de nos journées de novembre 2024 :

Comment créer de nouvelles solidarités entre des acteurs qui se sont parfois opposés par exemple au nom de la défense de l'emploi ?

Quelles actions communes envisager face à un État et à des entreprises qui bafouent la démocratie au nom de la science et du réalisme ?

Comme pour les précédentes éditions, nous avons fait appel à différent·e·s expert·e·s (à découvrir page suivante) qui interviendront sous forme de courts exposés, puis dans une table ronde, qui sera ouverte aux échanges avec la salle.

Des travaux de groupe seront également organisés, permettant à tou·te·s de confronter leurs expériences et leurs propositions au niveau intersyndical et interprofessionnel.



Espace Jean Jaurès
3 Avenue de la Paix
54510 TOMBLAINE

NOS INVITÉ·E·S

La table ronde à laquelle nos invité·e·s participeront sera animée par Anne MARCHAND.

Renaud BÉCOT

Historien, maître de conférences à l'IEP Grenoble, syndiqué à Solidaires.

« Dans la 2^{ème} moitié du XX^{ème} siècle, les organisations syndicales françaises ont été - en partie - associées à l'évolution du système énergétique français. Si la gestion de celui-ci s'est révélée plus orientée vers l'intérêt général que dans d'autres pays industrialisés, son impact sur les écosystèmes et la santé humaine n'a pas été moindre. Cette singularité historique renforce, en France plus qu'ailleurs encore, la difficulté à penser une « transition énergétique juste », liant étroitement justice sociale et justice environnementale. »

Karën FORT

Professeure d'informatique à l'Université de Lorraine, syndiquée au SNESUP (FSU).

« À l'heure où des outils à base d'intelligence artificielle (IA) nous sont imposés dans pratiquement tous les aspects de notre quotidien et en particulier dans notre travail, il est nécessaire revenir sur ce qu'est l'IA et les problèmes réels qu'elle pose. En effet, loin des visions entretenues par certain·e·s de prise de pouvoir par les machines dans des milliers d'années, l'IA représente une menace sur nos vies actuelles, amplifiant les inégalités sociales et environnementales. »

Gwenaël OGIER

Militant de la Confédération Paysanne.

Présence confirmée, résumé à venir.

Valentin THOMAS

Sociologue, chercheur CNRS au laboratoire Cermes3.

« Depuis mai 2022, des pollutions à des substances poly et perfluoroalkylés (PFAS) ont été détectées et médiatisées dans la vallée de la chimie lyonnaise dans les airs, les eaux potables et les sols. La source la plus probable de ces pollutions est une plateforme de production situées le long du Rhône. À partir d'une enquête par entretiens, observations et documents d'archives, cette présentation analyse les dynamiques de cloisonnement et de décloisonnement entre mobilisation de salarié·e·s de l'industrie et mobilisation de riverain·e·s. »

Travail réalisé en collaboration avec Gwenola LE NAOUR, Sciences Po Lyon.

Cyril VERLINGUE

Responsable du groupe écologie au SNES-FSU national.

« Il a mené depuis plusieurs années des combats collectifs sur la dégradation du bâti scolaire, les pollutions environnementales et l'inadaptation des établissements face au dérèglement climatique. »

Anne MARCHAND

Sociologue et historienne.

« Elle s'intéresse aux questions de santé. Dans ses travaux, elle interroge notamment le rôle joué par les frontières socialement construites entre santé au travail, santé environnementale et santé publique et leurs effets sur les inégalités sociales. Elle a récemment publié *Mourir de son travail aujourd'hui - Enquête sur les cancers professionnels*, un fléau évitable, aux éditions de l'Atelier. »

LE NOMBRE DE PLACES EST LIMITÉ À 100 PARTICIPANT·E·S.

Si ce n'est pas déjà fait, inscrivez-vous dès maintenant via les organisations syndicales organisatrices.

